Étude de l'impact possible de la réglementation

Modifications pour simplifier le calcul du loyer indexé sur le revenu dans les logements sociaux

La simplification du calcul de l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu n'a aucune incidence directe sur les obligations de conformité aux règlements pour les entreprises ou le secteur privé.

En Ontario, les gestionnaires de services sont principalement chargés de financer et d'administrer des programmes de logements sociaux. Les modifications proposées devraient considérablement réduire le fardeau administratif qui pèse sur les gestionnaires de services et les fournisseurs de logements et baisser leurs coûts d'administration.

La mise en oeuvre de ces changements pourrait entraîner certains coûts. Certains gestionnaires de services pourraient voir une légère augmentation de la subvention qu'ils doivent verser aux fournisseurs de logements si les revenus de location diminuent en raison des changements apportés au calcul du loyer indexé sur le revenu. Les coûts additionnels pourraient être compensés par la réduction du fardeau administratif et l'augmentation proposée du loyer minimum.